Bernard Descouleurs, *La Laïcité a-t-elle perdu la raison ? L'enseignement sur les religions à l'école*

Paris, Éditions Parole et Silence, 2001, 331 p. (Préface de Jean-Claude Petit).

Bérengère Massignon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/1218>

DOI : 10.4000/assr.1218

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2003

Pagination : 59-157

ISBN : 2-222-96732-5

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Bérengère Massignon, « Bernard Descouleurs, *La Laïcité a-t-elle perdu la raison ? L'enseignement sur les religions à l'école* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 122 | avril - juin 2003, document 122.18, mis en ligne le 18 novembre 2005, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/1218> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.1218>

On pourra sans doute accuser l'A. de « matérialisme primaire » ou de réductionnisme technologique ; on critiquera certaines conclusions trop péremptoires et non démontrées ; on regrettera son manque d'intérêt pour la sociologie des religions et pour les questions – bien « matérielles » – qu'elle pose, depuis Marx et Weber (rapport entre capitalisme et religion). Il n'empêche : sa démarche « médiologique » – qui se veut simplement complémentaire et non substitutive des autres approches scientifiques ou herméneutiques – est originale et apporte un regard nouveau sur l'histoire du monothéisme occidental. En insistant sur les « dispositifs », les outils et les supports, elle contribue à enrichir notre connaissance des faits religieux.

Michael Löwy.

122.17

DEBRAY (Régis).

L'Enseignement du fait religieux dans l'école laïque. Rapport au ministre de l'Éducation nationale. (Préface de Jack Lang), Paris, Odile Jacob, Franche-Comté, SCEREN, avril 2002, 60 p.

À la demande du ministre de l'Éducation nationale, Jack Lang, R.D. a remis, le 14 mars 2002, un rapport sur l'enseignement du fait religieux à l'école publique. Ce texte court et dense se divise en cinq parties distinguant d'abord les attentes, les résistances et les contraintes d'un tel enseignement. L'introduction de l'histoire des religions à l'école publique fait l'objet d'un consensus au nom de préoccupations patrimoniales, sociales et morales. L'A. s'en démarque et insiste sur la nécessité de lutter contre une perte de profondeur historique dans une société marquée par une culture de l'immédiateté. « L'effondrement ou l'érosion des anciens vecteurs de transmission (...) reporte sur le service public d'enseignement des tâches élémentaires d'orientation dans l'espace-temps » (p. 15). Il est impossible de lutter contre l'inculture religieuse sans renforcement des humanités en général. Il ne s'agit ni d'un retour de Dieu à l'école comme le craignent les laïcs, ni d'une porte ouverte au relativisme, comme le redoutent les religieux. Afin d'éviter toute « confusion des magistères » (p. 42), R.B. rejette l'idée d'un nouveau cours, mais prône l'incorporation du fait religieux dans les programmes. Ensuite, il examine la signification de la laïcité française au regard de ce souci : « Le temps paraît maintenant venu du passage d'une laïcité d'incompétence (le religieux, par construction, ne nous regarde pas) à une laïcité d'intelligence (il est de notre devoir de le comprendre) » (p. 43). Il propose enfin

douze recommandations afin de mettre en œuvre une approche critique, comparative et pluraliste du fait religieux dans les programmes du primaire et du secondaire. Une formation initiale des enseignants sera prévue lors de la deuxième année d'IUFM. Seront mis en place également des sessions nationales de formation continue. L'École pratique des Hautes Études est désignée comme établissement ressource susceptible de mettre en réseau les compétences en matière de sciences des religions.

Depuis la publication de ce rapport, un Institut européen en sciences des religions a été mis en place sous les directions de R.D. et Claude Langlois, ancien président de la section des sciences religieuses de l'EPHE. Le 7 novembre 2002, un séminaire interne a réuni à l'initiative de la Direction à l'enseignement scolaire (DRESCO) 300 inspecteurs généraux afin de réfléchir à la manière d'aborder les questions de religion à l'école.

On peut regretter que le module proposé par R.D. aux étudiants des IUFM s'intitule « philosophie de la laïcité et histoire des religions », comme si la transmission de la laïcité se situait au niveau des valeurs, de l'idéologie et non des faits. Or, depuis vingt ans un important travail scientifique historique, socio-historique et comparatif sur la laïcité a été réalisé. N'est-ce pas la transmission de celui-ci qu'il s'agit de privilégier plutôt qu'une mémoire militante et univoque de la laïcité ?

Bérangère Massignon.

122.18

DESCOULEURS (Bernard), éd.

La Laïcité a-t-elle perdu la raison ? L'enseignement sur les religions à l'école. Paris, Éditions Parole et Silence, 2001, 331 p. (Préface de Jean-Claude Petit).

Cet ouvrage collectif est le fruit des travaux d'un séminaire du Centre Universitaire catholique de Bourgogne où les auteurs enseignent. Il propose une réflexion sur les enjeux et la méthodologie d'une transmission du fait religieux à l'école, puis propose une lecture critique des programmes et manuels du secondaire en la matière.

Les AA. s'accordent pour privilégier une approche du religieux comme fait de culture. Le religieux n'est pas seulement une affaire privée concernant l'intériorité du croyant, mais un fait culturel qui interroge, à travers ses réalisations visibles, son impact civilisationnel. C'est pourquoi aborder le fait religieux à l'école publique apparaît légitime. Jean-Philippe Pierron et B.D. mettent en garde contre une

approche chosifiée et muséologique du religieux, réduit à des vestiges du passé, dans une époque qui tend à folkloriser le religieux. Pour J.-P. Pierron il s'agit de réaliser à travers l'enseignement du fait religieux un « pacte mémoriel » permettant la transmission du fait religieux comme constitutif d'une mémoire collective et individuelle. Le défi de l'école laïque est, selon lui, de transmettre « le mémoriel du mémorial » : c'est-à-dire de faire appel à l'anthropologie pour restituer la dimension vécue du rapport au divin et non pas de se cantonner à la transmission du patrimonial/mémorial. Ceci implique aussi un défi pour les religions : reconnaître la part de « mémorial du mémoriel », les inscrire dans une civilisation, une histoire qui peut être dépassée. B.D. interroge en théologien les conditions de possibilité d'un enseignement laïque du religieux à l'école, prônant une approche compréhensive du fait religieux, faite de sympathie et de distance, recourant aussi à l'anthropologie afin de fournir aux élèves « une grammaire de la transcendance ». Pierre Ognier souligne que la laïcité doit aussi faire l'objet d'une transmission historico-critique à l'école, ce qui suppose d'aborder à la fois « l'histoire des institutions scolaires, l'histoire religieuse, l'histoire politique et syndicale et plus généralement l'histoire de la philosophie et des idées » (p. 52). Il en fournit un exemple en présentant l'introduction puis la suppression des « devoirs envers Dieu » dans les manuels d'instruction morale et civique de la III^e République. Aimé Randrian analyse la laïcité-abstention qui a conduit à effacer les religions de l'enseignement. Elle marque la résultante d'une philosophie de l'école où éducation et instruction sont séparées, l'une relevant du public et l'autre strictement du privé familial, ce qui rend impossible la transmission de la tradition et induit en retour une crise de l'institution scolaire en général.

La deuxième partie de l'ouvrage est introduite par un article très stimulant de J.-P. Pierron qui propose une épistémologie du manuel scolaire. Il présente le manuel scolaire comme un genre intermédiaire entre le savoir commun ancré dans une représentation légendaire du religieux et les savoirs scientifiques. Il note la diversité des normes parfois contradictoires à l'œuvre dans la production d'un manuel scolaire : économiques, politiques (l'Éducation nationale), sociétales, didactiques, ce qui peut nuire à l'objectif de scientificité autant que choquer l'auto-compréhension que les croyants ont de leur religion. Il souligne le poids des impératifs économiques dans la fabrication des manuels qui conduisent à privilégier la communication sur la transmission, la forme sur le

fond. Suit une série d'articles documentés montrant la diversité des approches du fait religieux selon les cycles (collège/lycée), les matières (français/histoire), les types d'établissements (général/professionnel) et dans le temps (P. Ognier analyse, sur quarante ans de production de programmes scolaires, la place faite au religieux). L'ensemble des AA. s'accorde pour noter le peu de distance critique dans l'enseignement de l'histoire des religions à l'école, les stéréotypes et les visions confessantes, voire fondamentalistes du religieux qui involontairement y pointent. « Un déficit de rationalité favorise un retour du religieux sous sa forme confessionnelle sans que cela soit voulu ni même souhaité par les Églises. C'est plutôt ce qui reste d'une culture diffuse, héritée des anciennes représentations des catéchismes, ou des propagandes religieuses véhiculées naïvement, faute de travail critique » (René Nouilhat, p. 21). Par contre les programmes de français contiennent une lecture implicitement positiviste du religieux mettant sur le même plan les textes religieux fondateurs et les mythes et légendes de l'Antiquité, ce qui amène une confusion entre religieux et merveilleux. Les AA. critiquent une dérive économique dans la production de manuels qui tendent à privilégier l'image (souvent anachronique et source de raccourcis simplificateurs), les documents éclatés, les questions c'est-à-dire le didactique plutôt que les contenus de savoirs, d'où les simplifications abusives relevées point par point à propos de l'histoire des trois monothéismes et de la laïcité.

Cet ouvrage pose bien la question complexe de l'enjeu mémoriel de l'enseignement du fait religieux à l'école. Le contenu de la transmission éducative interroge les finalités de l'enseignement : quel homme voulons-nous ? Finalement qu'est-ce que signifie une société sécularisée qui souhaite une transmission du religieux à l'école : de quel religieux s'agit-il ? de quelle mémoire individuelle et collective, l'enseignement se fait-il le vecteur ? quelle politique de la mémoire pour quel lien social ? Les AA. soulignent le double défi auquel est confrontée l'école française : l'intégration européenne et l'intégration de populations immigrées, notamment musulmanes. Or, une présentation trop européenocentrique des programmes, telle qu'elle voit le jour, ne nuit-elle pas à la construction d'un espace de savoir commun dans une société de plus en plus multiculturelle et multireligieuse ?

Bérangère Massignon.